

# La Révolte

N°56

Décembre 2019

«Le seul moyen d'affronter un monde sans liberté est de devenir si absolument libre qu'on fasse de sa propre existence un acte de révolte.» Albert Camus



« L'espérance de vie en bonne santé est de 63 ans, dans ces conditions, comment envisager d'augmenter l'âge de départ à la retraite ? » Ces propos ne sont pas d'un syndicaliste mais de Jordan Bardella. Le démagogue du Rassemblement National a bien senti le retour de la question sociale sur le devant de la scène et a bien l'intention d'en profiter pour récupérer quelques dupes.

C'est que la coupe est pleine, et bien pleine. Inutile d'épiloguer plus avant sur ce qu'il y a d'inacceptable dans cette réforme. Car, au-delà de ses implications concrètes, cette réforme des retraites est, avant tout, une occasion pour tous ceux qui souffrent de se retrouver ensemble, dans la rue.

Le gouvernement peut bien dénoncer le corporatisme des manifestants, les deux tiers des Français soutiennent le mouvement. C'est que chacun a quelque chose à perdre et que tout le monde a quelque chose à revendiquer. La réforme du bac est un naufrage pour les élèves comme les enseignants, les étudiants s'immolent par le feu (comme en Tunisie à la veille de la Révolution du jasmin), les fonctionnaires redoutent de voir leur statut démantelé, les chômeurs subissent de plein fouet les premières conséquences de la réforme de l'assurance chômage, la situation des Urgences n'en finit pas de se détériorer. Les cheminots sont sur le pied de guerre, jusqu'aux journalistes de Radio France, aux pompiers, à la RATP et maintenant aux chauffeurs routiers, même si leur préoccupation première reste les salaires. Sans compter ces milliers d'employés de PME ou de la grande distribution à qui l'on promet une vieillesse passée avec des pensions minables – au-dessous du seuil de pauvreté

– comme aboutissement d'une carrière d'exploitation et de souffrance. Est-ce cela la vie ?

Peu importe, au fond, le sujet principal du mouvement du 5 décembre, il fallait qu'un cri de révolte s'exprime et ce qui importe, maintenant, c'est que ce cri perdure et que ce mouvement social atteigne une ampleur à faire pâlir les patrons et les gouvernants.

Ils ont déjà peur, et ils se préparent à l'affrontement. En Bretagne, par exemple, depuis les gilets jaunes, les policiers s'exercent à pratiquer la répression dans les manifestations – c'est le travail des CRS d'habitude – et ils font appel à des lycéens en bac pro « métiers de la sécurité » pour jouer le rôle des manifestants. Tout un programme ! Dans la rue, une femme a subi un contrôle d'identité parce qu'elle lisait le dernier livre de David Dusfrene « Dernière sommation ». L'arsenal juridique est prêt, l'état d'esprit des forces de l'ordre et la volonté politique ne le sont pas moins. La répression sera dure mais nous n'avons pas le choix, courber l'échine n'est plus une option. Il faut s'y préparer et y répondre par un mouvement d'une ampleur et d'une durée inégalé : notre seul moyen de défense, plus que jamais, c'est la grève générale illimitée.

## Le mataf

En tronche j'ai un max de souvenirs du mataf:

Secret, douilles blanchies,  
patte de buis,  
souvent bourré comme un coing,  
y goulait zefs  
et marsouine en dinguerie.

Aminche comme un rosier sauvage,  
pauvre tel un gaspard de bouterolle,  
y dépendait ses éconocroques au troquet.

Furax comme une panthère amochée,  
seulabre, par les trimards et les rades  
y castagnait pour un loubé.

Vioc, bacchantes en révolte,  
su'l port, dans sa cambuse,  
y souhaitait s'faire la malle.

Y décambuta pour la der des vadrouilles  
avec pour linceul une voile rouge  
et aux badigoinces un rire jardineur.

Depuis, sa turne se fait tartir à en clamser !

NOIR C NOIR

CNT-AIT 3, rue de Boyrie - Pau [www.cnt-ait-pau.fr](http://www.cnt-ait-pau.fr)

## Précarité (du latin precarius, qui s'obtient par la prière) ... on n'en veut surtout pas !

Depuis une trentaine d'années, les gouvernements successifs ont organisé, avec la complicité du patronat, la dérégulation de l'économie et le démantèlement de tous les systèmes de sécurité sociale. Aujourd'hui, près de quatre embauches sur cinq se font sous des formes précaires. De ce fait, la vulnérabilité sociale née du détricotage du salariat, associée au délitement des liens sociaux et à l'effritement de la protection sociale, a donné naissance à la notion de précarité. Sur les 27 Millions d'emplois occupés en France, 24 Millions le sont par des salariés et 3 autres Millions par des indépendants. 3,7 Millions de ces emplois sont occupés par des personnes précaires (9.3% du total des emplois sont des CDD, 2.6% sont occupés par des intérimaires et 1.6% par des apprentis). La précarité est devenue l'horizon obligé des nouvelles générations qui entrent sur le marché du travail. Concernant les jeunes sans diplômes, les chiffres de 2016 sont criants : 3 ans après son entrée sur le marché du travail, le taux de chômage de ceux-ci était de 49%, leur laissant peu de possibilité autre que de prendre des contrats précaires demandant peu de qualifications (et ça les Delivreat l'ont bien compris !). La situation n'est d'ailleurs pas beaucoup plus fleurissante pour les néo-diplômés ! Quant à la précarité des étudiants dont on estime à 44% le nombre de travailleurs pendant leurs études, est-il nécessaire d'en reparler en cette triste période au cours de laquelle on a vu l'un d'entre-deux tenter de mettre fin à sa vie en s'immolant pour dénoncer cette situation de précarisation lancinante dans un système qui dysfonctionne ... Oui, bien entendu qu'il faut en parler, le dénoncer, et faire en sorte que plus jamais cela n'arrive ; mais c'est à un système global qu'il faut s'attaquer, pas faire de la lutte chapelle par chapelle. Le maintien d'un niveau élevé de chômage et l'extension du spectre de la précarité est un puissant outil d'asservissement des salariés et de pression à la baisse des salaires et des conditions de travail. Il n'y a pas d'ambition de relance de l'emploi, on supprime les contrats aidés qui se voulaient être un tremplin pour l'emploi, on réforme l'assurance chômage, on supprime massivement des postes et des recrutements aux concours dans toutes les fonctions publiques (État, territoriale et hospitalière) ... Dans le même temps, l'État multiplie les cadeaux au patronat avec, par exemple, les lois Macron ou le dispositif de prime à l'embauche pour les PME, permettant par exemple d'accroître la masse de travailleurs pauvres en concédant des embauches à bas salaires au motif d'une main-d'œuvre dite « peu qualifiée ». La « reprise » ainsi annoncée et la « baisse » des chiffres du chômage sont tout simplement l'indexation de la force de travail des salariés vers des emplois sous-payés, sans compter les radiations des chômeurs renvoyés vers d'autres dispositifs d'aides sociales comme le RSA, une fois arrivés en fin de droits. Avec 7 Milliards on supprime 5 Millions de pauvres, alors que concrètement on préfère faire 30 Milliards de cadeaux fiscaux. Cette forte dépendance aux aléas du marché du travail impacte tous les aspects de la vie. En 2019 en France on estime (selon les définitions retenues) entre 5 Millions et 8.8 Millions de personnes vivant sous le seuil de pauvreté, soit avec moins de 1 026€/mois. Les jeunes, les femmes et les agriculteurs sont les plus touchés en raison d'une activité précaire. Les 20% des français les plus riches concentrent 1/3 des revenus là où les 10% des plus pauvres ont un niveau de vie annuel de 11 040€ (contre 37 570€ pour les 10% les plus riches). Cette inégalité devient encore plus cruelle concernant la santé. Les hommes disposant de faibles revenus ont une espérance de vie de 71.7 ans en moyenne contre 84.4 ans pour les 5% les plus riches. L'écart dépasse également les 8 ans pour les femmes. Ces inégalités sont liées à la pénibilité accrue de certains métiers, au coût élevé des soins et parfois au lâcher prise. De même, se loger lorsque l'on est en état de précarité est devenu de plus en plus difficile, de nombreux foyers ont du mal à faire face aux frais inhérents à un logement (loyer, flux...). En 2016 l'INSEE dévoilait que 13% des logements présentaient des fuites ou problèmes d'humidité et de moisissures. Pour citer un dernier chiffre, 14 % des 3 641 SDF recensés à Paris début 2019 ont par exemple des ressources financières issues d'un travail.

Les gouvernements, de « gôche » comme de droite, n'ont cessé de cibler les « assistés » et d'attaquer les droits sociaux acquis de longue lutte. En toile de fond le discours de division entre fonctionnaires et salariés du privé, entre « insiders » (CDI) et « outsiders » (CDD, stagiaires, etc.), entre travailleurs des grosses et petites entreprises, entre « français » et « immigrés », etc. Leur but : briser toute conscience de classe et créer des oppositions artificielles pour faire oublier que la ligne de fracture est bien entre patrons et État d'un côté et travailleurs de l'autre... La précarité se caractérise par la violence des rapports sociaux. Pour les précarisables, la vie est un combat de tous les jours, pour ne pas devenir précaires. Pour les précarisés, un combat de tous les jours, pour ne pas être encore plus précaires. Pour ceux qui sont encore dans le monde du travail, elle se manifeste par la souffrance au travail ou la peur de perdre son emploi ; et pour ceux qui en sont sortis, le stigmate que la société impose aux soi-disant « assistés » ou « inemployables ». Dans toutes ces situations, prévaut la sensation de ne pas avoir la maîtrise de son existence.

Patou

### Macron invite les dictateurs du Sahel à Pau

Le 16 décembre, Emmanuel Macron devait convoquer les dictateurs du G5S à Pau pour mettre en place un plan d'action visant à contrer « l'avancée des djihadistes au Sahel » et à lutter contre « le sentiment antifrançais ». Mouvement social oblige, la visite du chef de l'Etat à Pau est annulée. Mais l'initiative était symptomatique du néocolonialisme français en Afrique, bien que la « Françafrique » est enterrée, promis, juré.

La France est en guerre au Mali depuis janvier 2013. Au départ se sont 3000 militaires, 200 véhicules logistiques, 200 blindés, 4 drones, des avions de combat, une dizaine d'avions de transport et une vingtaine d'hélicoptères qui sont engagés. Aujourd'hui, les effectifs sont de 4 500 hommes, 1448 véhicules dont 450 blindés. A titre de comparaison, La France n'est engagée dans la lutte contre Daesh en Syrie que depuis 2014 et participe à hauteur de 3 camions équipés d'un système d'artillerie. Au plus fort de son engagement contre Daesh, elle a participé à des raids aériens avec 26 avions... Pourquoi une telle disproportion dans les effectifs si la volonté affichée - « la lutte contre le terrorisme » - est la véritable raison de l'engagement militaire français ?

La vérité est bien moins glorieuse. La France n'est pas engagée au Sahel pour aider les populations locales à lutter contre le terrorisme mais pour maintenir des dictateurs qui « garantissent » la préservation des intérêts des grandes entreprises françaises (Total, Areva...) dans leurs politiques d'accaparement des richesses des ses pays.

Qui sont les prestigieux « invités » d'Emmanuel Macron ? Au Burkina Faso, après avoir longtemps été le dauphin de Compaoré (Président du pays à la suite d'un coup d'Etat, de 1987 à 2014...), Kaboré est élu président et profite de la menace islamiste pour mettre en place une politique sécuritaire toujours plus dure. L'opposition en exil dénonce le musellement de la société civile, l'interdiction de manifestation pour les organisations non contrôlées par le régime, des intimidations et des menaces de morts contre les opposants tandis qu'Amnesty International dénonce des tortures, des atteintes aux droits des femmes, des prisons surpeuplées, des cas nombreux d'impunité, notamment pour des groupes armés menagés par le régime<sup>1</sup>. En Mauritanie, Ghazouani est l'ancien ministre de la défense et chef d'Etat major du pays. C'est un homme du sérail du système militaro-affairiste qui contrôle le pays selon le journal Le Monde<sup>2</sup>. Amnesty résume la situation du pays ainsi : « Cette année encore, des restrictions ont continué de peser sur la liberté d'expression, d'association et de réunion pacifique. Des militants des droits humains étrangers n'ont pas été autorisés à entrer dans le pays. Les détenus étaient régulièrement torturés et maltraités. Les Haratines et les Negro-Mauritaniens étaient toujours confrontés à une discrimination systématique. Les pratiques esclavagistes perduraient. » Au Tchad, selon le magazine The Economist, Idriss Déby est le pire dictateur du continent africain<sup>3</sup> et Amnesty fait le bilan : « Les autorités ont interdit à plusieurs reprises des rassemblements pacifiques ; elles ont aussi arrêté et poursuivi en justice des défenseurs des droits humains, des militants et des journalistes, dont certains sont devenus prisonniers d'opinion. Le droit à la liberté d'association a été bafoué par des restrictions illégales du droit de s'organiser librement, notamment la criminalisation de certaines associations de citoyens. Plus de 408 000 réfugiés vivaient toujours dans des camps où les conditions étaient déplorables, notamment à Baga Sola. » « Le Niger subit en silence la dictature de Mahamadou Issoufou »<sup>4</sup> et Amnesty international constate : « Des centaines de personnes ont été arrêtées et poursuivies pour avoir exercé leurs droits à la liberté d'expression et d'association ; certaines étaient des prisonniers d'opinion. Les forces de sécurité ont eu recours à une force excessive contre des manifestants. Des réfugiés et des migrants ont vu leurs droits bafoués. » Quand au Mali, « les leçons de la dictature n'ont pas été tirées »<sup>5</sup> et Amnesty recense des exactions, l'impunité pour les forces de l'ordre, et la liberté d'expression menacée, sans parler des prisons et du centre non officiel de « Sécurité d'Etat »...

Les raisons du soutien de la France à ces grands personnages ? Le pétrole du Tchad, l'uranium du Niger et la ressource eau<sup>6</sup>. Si l'on ajoute à cela que l'expansion du djihadisme est une conséquence directe de la déstabilisation de la Lybie dans laquelle la France a joué un rôle prépondérant, il n'est pas étonnant que le sentiment « anti-français » se développe dans la région. 13 soldats français sont morts au Mali, 13 jeunes hommes, et c'est d'autant plus malheureux qu'ils sont morts pour les maîtres de ce monde. « Les maîtres avec leurs prêtres, leurs traîtres et leurs reîtres. » Les médias pourront toujours s'inquiéter de la montée du djihadisme, du nombre de migrants qui fuient les guerres et déplorer la mort de jeunes gens. Mais ils devraient commencer par dénoncer les réunions comme celle qui devait se tenir à Pau, ce 16 décembre. Car cette politique est une cause majeure de tous ces maux.

Jipé

1 <https://www.amnesty.org/fr/countries/africa/burkina-faso/report-burkina-faso/>

2 « Mauritanie : Mohamed Ould Ghazouani, un nouveau président issu du sérail », Christophe CHATELOT, Le Monde, 24 juin 2019.

3 « Emmanuel Macron au Tchad : une faute morale et politique », Par Thomas Dietrich , écrivain, secrétaire général démissionnaire de la Conférence nationale de santé, président de l'association Citoyens, santé, environnement, Libération, 22 décembre 2018

4 « Le Niger subit en silence la dictature de Mahamadou Issoufou », Elise BARTHET, Le Monde, 18 septembre 2015.

5 « Au Mali, les leçons de la dictature n'ont pas été tirées » TRIBUNE, Issa N'Diaye, Le Monde, 17 novembre 2018.

6 On peut lire à ce sujet : « Les vraies raisons ou les enjeux cachés de la guerre au Mali », <http://www.millebords.org/spip.php?article22754>

### La Révolution algérienne

Je suis une enseignante-chercheuse et anthropologue française. Mon père adoptif était rapatrié d'Algérie, après y avoir vécu 20 ans, sa maman est enterrée à Alger. Je n'ai pas pu aller me recueillir sur sa tombe, d'ailleurs existe-t-elle encore ? La seule fois où j'ai travaillé en Algérie, c'était dans le cadre de mon Post-doctorat en 2003. J'ai formé aux techniques d'animations par les Arts, de jeunes animateurs Sahraouis, du camp de Réfugiés de Tindouf-Smara, avec un mouvement d'Education Populaire international. L'association des Amis de la République Sahraouie Démocratique, fait part de maltraitances subies par les PPSGI (prisonniers de guerre au Maroc).

Aujourd'hui, je peux vous faire part de messages urgents que j'ai reçus, m'intéressant pleinement à ce qui se passe pour nos frères et sœurs algériens.

Le premier c'est celui de F.

F. m'a demandée en amie FB, je ne le connais pas, mais ses messages m'ont bouleversée. A travers les réseaux sociaux mondiaux, voici ce qui ressort de nos échanges : « Etre humain très cool, je suis honoré de te connaître ». Après de message d'octobre 2019, un autre urgent, le 30 octobre : « Connais-tu des journalistes ? En effet, demain 1er novembre 2019, aura lieu la plus grande manifestation d'Algérie et d'Afrique ». J'explique à F. qui contacter en France, par exemple notre relais culturel [www.linsatiable.org](http://www.linsatiable.org). Puis pour la CNT, je pose quelques questions à F. Il m'explique : « Je suis membre d'un syndicat, le problème c'est qu'après 10 ans de travail je gagne 90 euros par mois. Je vais manifester car nous sommes pour la sortie du peuple algérien, pour mettre fin au colonialisme politique et économique et à la domination française et européenne. Dans le gouvernement algérien, il y a la mafia dans tous les domaines, et cela me pousse à la drogue. La poésie n'est pas le reflet d'une élection avec ces gangs, nous revendiquons un Etat civil, pas un Etat militaire. Nous n'acceptons pas les « clients » dans la nouvelle Algérie et nous ne voulons pas de « clients français » et de l'Union européenne en Algérie. Bouteflika est mort, et la mafia a voulu gouverner l'Algérie avec un président mort, et Bouteflika était un traître ».

En effet, comme me le disait F. depuis février 2019, nous en étions au 37ème vendredi de mobilisation du peuple. Le 1er novembre fêtait l'anniversaire de la Révolution, de l'Indépendance algérienne. Mais le peuple mise beaucoup sur la date du 12 décembre prochain pour voter pour les présidentielles. Le média « Jeune Afrique » relate que l'UGTA, ex-syndicat unique du pouvoir, appelait à manifester, alors qu'à Alger les mouvements anti-élections étaient dispersés par les forces de l'ordre. On peut lire « Non à l'ingérence étrangère », « Nous revendiquons un processus ouvert et pacifique », « Non à la régénération du système » ! Le 1er novembre dernier ce sont des centaines de milliers d'algériens qui ont fêté l'indépendance contre la France.

Voici maintenant le message d'un correspondant à Tizi-Ouzou, un retraité de l'éducation présent lors des manifestations. « J'étais à Tizi-Ouzou ce vendredi de double manifestation, anniversaire et marche du « HIRAK », contre le pouvoir qui sévit depuis 60 ans. Comme j'ai une amie kabyle, je me sens concerné par ce peuple, sa langue –amazigh- sa culture et son indépendance. Des bars à bière, peu de femmes voilées, des drapeaux-interdits en public-déployés pendant la marche, à côté des drapeaux algériens. C'était intense mais pacifique, la police ne se montrait pas ».

La Kali

**Ta révolte sur notre blog : <http://comitedelarevolte64.over-blog.com>**